

CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

Extrait de procès-verbal de la séance
du 1^{er} mars 2023

Présidence de M. Xavier DURUSSEL

Conseillers-ères présents-es : 87

LE CONSEIL COMMUNAL DE MORGES

- vu le postulat Camille Robert et consorts « Le harcèlement de rue existe à Morges aussi » ;
- vu la détermination de la Municipalité,
- après avoir pris connaissance du rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

- | |
|--|
| 1. de prendre en considération le postulat Camille Robert et consorts « Le harcèlement de rue existe à Morges aussi ». |
|--|

Ainsi délibéré le 1^{er} mars 2023

L'attestent :

Le président

La secrétaire

Xavier Durussel

Tatyana Laffely Jaquet

"Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de **dix jours** (art. 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al.3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de **30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'article 163 al. 3 LEDP** (art. 164 al.1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 164 al.1 LEDP , et art.134 al.2 et 3 LEDP par analogie).